

# Après l'alerte

n° 1271

par

08/10/1933

C. BRUNSCHVICG

Après l'alerte qui vient d'ébranler si profondément le monde et pendant que le souvenir des moments d'angoisse est encore vivant en nous, il n'est pas inutile de dégager de la situation générale quelques réflexions.

Reconnaissons tout d'abord que dans les Etats menacés par une conflagration sans précédent, les peuples ont accueilli la paix avec enthousiasme. Les dictateurs eux-mêmes ont compris combien les acclamations qui les ont saluées étaient plus spontanées, plus profondes, plus « humaines » que les vociférations des politiciens répondant à des appels guerriers. La foule, la vraie foule, celle que n'excite ni la fausse gloire, ni la haine, ne veut que l'entente et la paix entre les nations. M. Hitler a lui-même déclaré que la journée de Munich a été « la plus belle de sa vie ».

Jamais peut-être la guerre évitée ne fut plus proche; jamais sans doute, les masses en ont-elles aussi bien compris l'horreur et la stupidité et, dans l'avenir, les gouvernements devront compter avec cet état d'esprit. Les peuples savent maintenant que tout différend peut et doit se régler sans effusion de sang et que ce n'est pas après la guerre, mais avant, qu'il faut traiter. Ce point acquis, il reste cependant bien à faire encore pour discipliner ceux et celles qui, avec les meilleures intentions du monde, risquent, dans les moments de crise, de compliquer les difficultés des négociations.

C'est ainsi qu'en France, deux courants contraires, aussi dangereux l'un que l'autre, auraient pu compromettre la mission de nos dirigeants si ceux-ci s'étaient laissés influencer par eux: l'un s'appuyant sur une loyale interprétation des engagements de la France, estimait qu'aucune révision de frontières n'était possible en Tchécoslovaquie et que nous devions intervenir et aider le gouvernement de Prague à conserver les Allemands des Sudètes.

Très sincèrement ses partisans jugeaient la guerre inévitable entre les démocraties et les dictatures et ils pensaient que notre situation internationale et nos alliances nous permettaient de tenter aujourd'hui le conflit avec succès.

L'autre, « pacifiste à tout prix » désirait au contraire qu'en aucun cas la France ne se batte: ses adeptes le clamaient, faisaient signer des pétitions et s'agitaient si inopportunistement que M. Hitler s'il les avait entendus, aurait pu se méprendre sur le véritable sentiment de la France et exiger pour prix de la paix de plus grands sacrifices encore de la Tchécoslovaquie.

Rendons grâce à la grande masse des Français qui, par sa tenue et son bon sens ne s'est laissée entraîner ni d'un côté ni de l'autre et a permis aux hommes d'Etat, Français et Anglais, d'éviter non seulement la guerre pour nos pays, mais aussi pour la Tchécoslovaquie.

Cependant, aujourd'hui que le péril de guerre est écarté, beaucoup de Français souffrent que la France n'ait pu tenir intégralement ses engagements et qu'elle ait laissé l'Allemagne s'emparer des pays sudètes.

En vérité, c'est aux dernières élections municipales de ces régions que la cause a été réglée: quand après vingt années d'annexion, 90% des électeurs se prononcèrent contre le pays auquel ils ont été rattachés, aucun traité ne peut subsister. Le rapport Runciman était formel à cet égard et l'eût-elle voulu, la France ne pouvait agir sans l'Angleterre en de telles circonstances. L'erreur initiale date de 1918, où les négociateurs des traités de paix n'ont pas tenu suffisamment compte de certaines protestations et n'ont pas confié les Sudètes à la Tchécoslovaquie comme l'ont été les Sarrois à la France.

Nous avons accepté hier sans sourciller le résultat du plébiscite de la Sarre. Personne n'aurait compris que nous nous battions aujourd'hui pour lutter contre la volonté des Sudètes qui, il y a quelques mois, ont fait eux-mêmes, par les élections, leur propre plébiscite.

Evidemment, la question du territoire sudète était beaucoup plus importante pour la Tchécoslovaquie que ne l'était pour nous la Sarre. Sa vie économique va se trouver singulièrement gênée par cette coupure brutale que la Pologne et la Hongrie ont encore accrue en profitant des circonstances actuelles pour obliger la Tchécoslovaquie à des rectifications de frontières. La revendication polonaise surtout nous a semblé pénible et a douloureusement impressionné les amis français de ce pays.

Pour nous qui aimons la Tchécoslovaquie, son peuple, ses dirigeants, nous souffrons de son épreuve et nous ne nous dis-

simulons pas que ce qu'elle perd est un gain pour l'Allemagne et une consécration des méthodes brutales. Mais, en pensant à ce qu'aurait été la guerre, à la ruine qu'elle aurait apporté partout, à la destruction probable de la Tchécoslovaquie si une invasion s'était produite, il faut accepter comme une tractation pénible, mais satisfaisante, les décisions de Munich. Et mieux valait que la Tchécoslovaquie ne fût pas représentée officiellement à la conférence des Quatre, car, ce pays, si justement fier, n'aurait pu consentir de bon gré à livrer à l'Allemagne, en même temps que les Sudètes nazis, les démocrates allemands et les milliers de Tchèques qui ne peuvent abandonner les régions cédées.

C'est maintenant au tour de l'Allemagne de se comporter avec la minorité tchèque comme elle déclarait qu'on aurait dû le faire avec les sudètes.

Quant à la Tchécoslovaquie, c'est une démocratie forte, énergique, vaillante. Nous sommes certains que débarrassée des éléments de trouble, elle triomphera des difficultés et retrouvera en Europe la place que lui confèrent et son peuple laborieux et ses chefs valeureux. Elle même devra d'ailleurs aider à résoudre, avec les pays voisins cette question des minorités qui reste encore un ferment de nouveaux conflits pour l'Europe centrale.

Il est impossible en fait que chaque groupe ethnique tente de conquérir une pleine et entière autonomie. Ne serait-il pas alors plus profitable à tous que les pays de l'Europe centrale et orientale s'unissent et forment une importante confédération? ils cesseraient ainsi d'être une proie pour les grandes nations.

Pour la paix du monde nous souhaitons ardemment que la « Petite Entente » devienne une « Grande Entente » qui rétablisse le calme et l'équilibre dans le Centre-Est de l'Europe.

D'autres entretiens suivront celui de Munich. Des questions graves y seront discutées: on y parlera certainement des minorités et des colonies. Là encore, n'oublions pas le droit de tous les peuples, noirs, bronzés ou jaunes, à disposer d'eux-mêmes quand ils possèdent un certain degré de civilisation et méfions-nous des principes que les uns et les autres revendiquent plus volontiers pour leurs voisins que pour eux-mêmes. La brève euphorie qui a suivi la journée du 30 septembre ne doit pas faire oublier à la France et à l'Angleterre les victimes de l'heure présente. Tous les jours des bombes font encore des ravages en Espagne et des milliers d'êtres humains sont en ce moment persécutés, humiliés, martyrisés en raison de leur race ou de leur religion.

La cause de la paix a remporté à Munich un succès. Puissent les conversations à venir permettre un rétablissement total et vraiment « humain » des problèmes européens. Nous avons toujours cru à la suprématie des valeurs morales et spirituelles. Ce sont elles qui ont conduit M. Chamberlain de Berchtesgaden à Munich. Ce seront elles qui finalement feront triompher la cause de la paix et des persécutés. Nous ne doutons pas que ce seront elles aussi qui décideront de l'avenir et du bonheur de nos enfants.

C. Brunschvicg.

C'est avec une douloureuse émotion que nous apprenons le retrait de M. Benès et son départ momentané de Tchécoslovaquie.

Rappelons-nous en cet instant que c'est pour éviter une guerre mondiale que le président Benès torturé, mais clairvoyant, a dû ratifier les propositions franco-britanniques de Munich. C'est donc lui, ne l'oublions jamais, qui fut, par son sacrifice, le véritable artisan de la paix. Au moment où il quitte son Pays, inclinons-nous devant lui avec respect, admiration et gratitude.